Sondage : 7 Français sur 10 pensent que la prévention médicale est réservée aux plus favorisés

Paris, le 14 octobre 2025

Ce chiffre ressort d'une étude OpinionWay pour deuxiemeavis.fr, en collaboration avec Ronan Chastellier, sociologue et maître de conférence à l'Institut d'Études Politiques de Paris. L'étude a été réalisée fin août 2025 auprès d'un échantillon de 1 008 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. La prévention est au cœur de nos politiques de santé, une nécessité accrue par la difficulté d'accès aux soins et la situation démographique du pays. Aujourd'hui **25 millions de Français souffrent d'une maladie chronique (environ 37% de la population)**[1], et on sait que leur apparition ou aggravation aurait pu être limitée par une prévention adaptée. **Comment les Français appréhendent-ils la prévention ? Qu'en comprennent-ils vraiment ? Pourquoi ont-ils parfois du mal à passer à l'action ?** C'est le sujet traité dans cette étude OpinionWay pour la société à mission deuxiemeavis.fr, qui lance prochainement un service de prévention digitale conçu pour être accessible à un maximum de Français.

Mieux vaut prévenir que guérir mais…

62% des Français pense que dans un contexte de pénurie de médecins, de délais de consultation allongés, il vaut mieux « prévenir que guérir ». Dans ce contexte, 30% des Français estiment comprendre l'importance de la prévention mais avoir encore du mal à passer à l'action. « *Il y a un décalage entre prise de conscience et passage à l'action. Une contre-volonté plus ou moins rationnelle les empêche de franchir le pas. Ces résultats suggèrent que si la prévention bénéficie d'une adhésion de principe, elle souffre d'une « barrière invisible à l'entrée », d'un déficit d'accessibilité, d'équité et d'accompagnement pratique, limitant son appropriation réelle par l'ensemble de la population.* », décrypte Ronan Chastellier.

D'après le sondage, ce « manque d'enthousiasme » pour la prévention s'explique par trois facteurs principaux : 41% des Français en bonne santé disent ne pas se sentir concerné par les campagnes de prévention, 32% pensent que c'est anticiper des problèmes de santé que l'on préfère ne pas envisager, traduisant une forme de déni ou de peur face à la maladie**, et 26% enfin trouvent les messages de prévention souvent anxiogènes,** ce qui souligne une difficulté à trouver le bon équilibre entre alerte, responsabilisation de chacun et création d'une peur paralysante. « *L'ensemble révèle que le manque d'intérêt pour la prévention tient moins à son principe qu'à des freins psychologiques, émotionnels et de communication, appelant des approches plus adaptées et positives. La prévention souffre à la fois d'un déficit d'identification et d'une communication perçue comme culpabilisante.* », analyse Ronan Chastellier.

***« Le fait que 41% des Français en bonne santé ne se sentent pas concernés par la prévention montre que l'enjeu et l'intérêt du dépistage ne sont pas bien compris** : à nous, médecins, et aux campagnes de prévention de mieux les expliquer. Il ne faut pas attendre des symptômes anodins pour se faire dépister mais suivre les recommandations de son médecin selon son profil et ses antécédents familiaux. En octobre 2023, ils étaient déjà 45% à dire qu'ils ne se faisaient pas dépister car ne présentaient pas de symptômes*[2]*. », rappelle le Dr Antoine Szmania, médecin urgentiste et Directeur médical de deuxiemeavis.fr.

---

[1] La santé des Français : sortir de l'impasse | Terra Nova et L'Assurance Maladie actualise Data pathologies et publie sa cartographie des dépenses de santé | ameli.fr | Médecin

[2] D'après un sondage réalisé par OpinionWay pour deuxiemeavis.fr du 11 au 12 octobre 2023 sur un échantillon de 1007 personnes représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus sur la prévention et les dépistages.

Quand ils passent à l'action… parfois trop tardivement

Pour les 62% de Français qui anticipent les problèmes de santé, si la consultation annuelle du médecin généraliste est bien intégrée comme « rituel » par la majorité (77%, et jusqu'à 88% chez les plus de 65 ans), d'autres gestes restent moins systématiques. Ainsi, 60% réalisent régulièrement des prises de sang, avec une nette sous-participation des 18-24 ans (34%). « ***La vaccination est adoptée par 58% des Français, mais atteint 73% chez les plus âgés****, reflet d'une plus grande sensibilisation aux risques. Enfin,* ***un peu plus de la moitié (53%) participe aux dépistages organisés par la Sécurité sociale*** *(cancers du sein, du col de l'utérus, du côlon), ce qui révèle un déficit d'adhésion malgré leur accessibilité et leur prise en charge. Ces résultats traduisent une* ***prise de conscience réelle, mais incomplète, de l'importance de la prévention, freinée par l'âge, les habitudes et la perception du risque****.* », décrypte Ronan Chastellier.

Le sondage révèle que les Français passent à l'action trop tardivement puisque ce qui va les inciter à mieux prévenir des problèmes de santé sont l'apparition de symptômes physiques et des résultats d'analyses inquiétants. « *Les principaux déclencheurs de la prévention en santé restent majoritairement* ***réactifs plutôt que proactifs****. Ainsi,* ***pour 61% des Français (et 70 % des plus de 50 ans), ce sont les symptômes physiques*** *(fatigue, douleurs, etc.) qui incitent à agir, sauf qu'il existe aussi pour nombre de maladies une invisibilité des symptômes.* ***Pour 60% ce sont des résultats d'analyses préoccupants*** *: c'est donc encore la « vérité scientifique » qui déclenche la prise en main médicale.* », commente Ronan Chastellier.

« Les incitations institutionnelles ou sociales apparaissent plus secondaires : seuls 28% se disent sensibles aux messages de l'Assurance maladie (34% pour les 25-34 ans)*, cela semble insuffisamment persuasif. A noter que* ***27% des Français sont sensibles au témoignage d'un proche*** *en bonne santé découvrant soudain grâce à un dépistage une pathologie grave* ***(36% chez les 25-34 ans)****, ce qui fait réfléchir. Les* ***conseils personnels (23%, 35% pour les 18-34 ans)*** *semblent marginaux mais opérer en réassurance ou en renfort, comme les réseaux sociaux et les médias dont l'impact décisif semble encore faible (9%) mais où l'on va systématiquement et immédiatement chercher des informations en cas de suspicions, certains jusqu'à devenir experts de leur pathologie grâce aux réseaux sociaux.* », ajoute Ronan Chastellier.

La prévention médicale serait-elle un luxe réservé à une certaine élite ?

68% des Français (et 75% des 35-49 ans) pensent que la prévention en santé est réservée aux personnes les plus favorisées, c'est-à-dire les mieux informées, avec un meilleur accès aux soins et un budget santé plus important. « *Une majorité de Français – et plus encore les 35-49 ans, souvent en pleine vie active et confrontés à des contraintes financières et de temps – estime que la prévention reste un privilège voire un luxe. Cela renvoie à deux dimensions : d'une part l'accès matériel (budget santé, consultations, examens, temps disponible), et d'autre part l'accès immatériel (information, éducation à la santé). Cela met en évidence un déficit d'équité dans les politiques de prévention, suggérant qu'elles profitent surtout aux catégories sociales les mieux dotées, ce qui interroge la capacité du système à réellement toucher l'ensemble de la population. En matière de prévention, il y aurait une « fracture » entre ceux qui savent, qui peuvent et qui ont les moyens et les autres.* »

« ***Ce sentiment que la prévention médicale est réservée à une élite est sans doute renforcé par l'apparition d'applications et d'offres de prévention payantes et coûteuses.*** », souligne **Pauline d'Orgeval, cofondatrice et présidente de deuxiemeavis.fr.** « *Et, si* ***voir régulièrement son***

médecin traitant[3], faire les dépistages proposés par l'Assurance maladie et se faire vacciner restent des évidences en matière de prévention, un volet complémentaire se dessine *allant de pair avec la volonté de devenir acteur de sa santé :* ***les bilans de santé digitaux****.* »

Parmi les éléments encourageant la prévention santé, les bilans de santé digitaux sont plébiscités à 17% par les Français, 20% des 25-49 ans, et même 28% des 18-24 ans. « ***Les bilans de santé digitaux transforment le rapport des individus au système de soins****. D'une logique réactive, où l'on consulte un médecin une fois les symptômes installés,* ***on passe à une logique plus proactive****, où l'évaluation régulière et automatisée permet de détecter précocement des risques. Ils représentent aussi* ***une réponse à des défis structurels*** *: vieillissement de la population, explosion des maladies chroniques, pénurie de médecins et allongement des délais de consultation. En libérant du temps médical et en orientant plus rapidement les patients selon leur niveau de risque, les bilans de santé digitaux rendent la prévention à la fois plus efficace et plus soutenable économiquement.* », plaide Ronan Chatellier.

« ***Le bilan de santé digital permet d'offrir un premier niveau d'évaluation immédiat****, disponible en ligne, accessible 24h/24 et sans contrainte géographique. Cela ne remplace pas la consultation médicale, mais permet aux personnes présentant des points de vigilance d'être orientées plus rapidement vers un professionnel. Selon un sondage réalisé par OpinionWay pour deuxiemeavis.fr[4], 1 Français sur 2 trouvait en 2023 que le système de santé en France n'insistait pas assez sur la prévention. Le bilan de santé digital* ***facilite la détection précoce de risques*** *et réduit les coûts liés à la prise en charge tardive des maladies. Enfin, l'évolution des mentalités, avec une population plus familiarisée au numérique et plus attentive à son bien-être, favorise l'adhésion aux bilans de santé digitaux. Une solution pleine d'avenir qui peut toucher de nombreux Français et pourrait avoir toute sa place aux côtés des médecins généralistes dans le respect du parcours de soins.* », espère Pauline d'Orgeval. Comme le souligne l'Assurance maladie: « ***Le virage préventif s'impose car les projections montrent que près de la moitié de la population pourrait souffrir d'une pathologie chronique en 2035 (43%)****.* »[5]

À propos de deuxiemeavis.fr : www.deuxiemeavis.fr

Lancé en 2016, deuxiemeavis.fr propose aux patients confrontés à un problème de santé complexe d'obtenir rapidement l'avis d'un médecin référent de ce problème de santé susceptible d'aider le patient et son médecin à faire le meilleur choix thérapeutique. 100 % sécurisé et confidentiel, dans le respect de la déontologie médicale et du droit des patients, deuxiemeavis.fr garantit en moins de 7 jours l'avis médical argumenté de médecins référents (+ de 500 médecins référencés) sur plus de 800 maladies sur la base d'un dossier médical complet. Ce service est entièrement pris en charge par les complémentaires santé des patients et les associations de patients. deuxiemeavis.fr ambitionne de démocratiser l'accès à l'expertise médicale.

Sondage en intégralité et infographie disponibles en ligne ou sur demande.

Contacts Presse :

Anne-Lise Villet
annelise.villet.rp@gmail.com
06 28 47 30 01

Pauline Saint-Martin
pauline.saintmartin.rp@gmail.com
06 83 00 57 400

[3] D'autant que la motivation majeure des Français à prendre des mesures de prévention est une visite médicale à 51% d'après le même sondage OpinionWay pour deuxiemeavis.fr d'octobre 2023.
[4] D'après le même sondage réalisé par OpinionWay pour deuxiemeavis.fr d'octobre 2023.
[5] Présentation du rapport annuel « Charges et Produits pour 2026 » | L'Assurance Maladie | Presse